

«Berne doit s'occuper des mineurs non accompagnés»

GENÈVE A l'approche de la rentrée, la conseillère d'Etat genevoise Anne Emery-Torracinta revient sur les critiques concernant la prise en charge des migrants mineurs. Elle rappelle les efforts fournis depuis le début de l'année

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVIA REVELLO
@letemps

Directement visée par les manifestations dénonçant la prise en charge insuffisante des mineurs non accompagnés (MNA), la conseillère d'Etat Anne Emery-Torracinta, responsable du Département de l'instruction publique genevoise, répond aux critiques. Alors qu'un nouveau lieu d'hébergement est prévu pour cet automne, elle rappelle qu'une délégation du gouvernement planche sur une solution depuis le début de l'année, bien avant que le collectif Lutte des MNA ne se mobilise sur la scène publique.

Depuis bientôt deux ans, de jeunes migrants mineurs errent dans les rues de Genève. Les autorités ont-elles tardé à réagir? Il est très facile de donner des leçons dans ce dossier extrêmement émotionnel. Sur le terrain, la réalité est plus complexe. Lorsque le

Service de protection des mineurs (SPMi) m'a signalé une augmentation des arrivées de jeunes mineurs, au printemps 2018, mes services se sont trouvés démunis face à des situations sanitaires, des troubles psychiques et des toxicodépendances parfois extrêmes. J'ai immédiatement alerté le Conseil d'Etat, mais les premières solutions envisagées n'ont pas donné satisfaction. L'entier du gouvernement est à présent conscient du problème et a accepté la création d'une délégation aux migrations dont l'objectif premier est d'élaborer une réponse adéquate.

La situation actuelle est-elle pour autant satisfaisante? Non, mais elle illustre la difficulté d'agir face à une population insaisissable. Certains jeunes ont dû être logés à l'hôtel parce qu'aucune structure d'hébergement existante n'était en mesure de les accueillir. Ils ont souvent beaucoup de peine à respecter des règles à cause de leur parcours de vie antérieur souvent traumatisant. Les tentatives de les faire rentrer dans les cadres habituels ont jusqu'ici échoué. Il faut donc imaginer une solution sur mesure. Nous avons finalement trouvé un lieu d'hébergement adéquat, en collaboration avec le milieu associatif concerné.



ANNE EMERY-TORRACINTA
CONSEILLÈRE D'ÉTAT
GENEVOISE, CHARGÉE DE
L'INSTRUCTION PUBLIQUE

A quoi ressemblera cet espace? Il s'agit d'un lieu sécurisant qui offrira un accueil d'urgence pour permettre aux jeunes de souffler, de recevoir des soins de base, ainsi qu'un encadrement socio-éducatif léger. La priorité est de créer un lien de confiance. D'après notre expérience, la majorité de ces jeunes ne sont à Genève que pour quelques semaines ou quelques mois. Les chiffres du SPMi illustrent ce flux continu: durant le mois de juillet, 38 jeunes ont été suivis. Parmi eux, 13 sont arrivés et 8 sont partis. Dans un deuxième temps, il s'agira d'élaborer avec ceux qui le veulent un projet d'avenir réaliste et individualisé. Le cadre sera bien entendu adapté en fonction des besoins. Il faut avancer avec humilité sur cette problématique qui dépasse les frontières genevoises. Toutes les collectivités publiques européennes y sont confrontées et per-

sonne n'a encore trouvé la solution miracle.

Pas de scolarisation en vue pour cette rentrée? Il faut être réaliste, l'immense majorité de ces jeunes ne peut pas, en l'état, intégrer des classes d'accueil. Leurs lacunes scolaires, linguistiques et de socialisation sont trop grandes. Les confronter à un cadre scolaire rigide ne ferait que les mettre à nouveau en échec. La priorité actuelle est de les stabiliser dans un lieu, pour leur permettre ensuite d'envisager un projet d'avenir.

Le collectif Lutte des MNA, qui n'a cessé de revendiquer un accès à l'école, risque donc de déchanter... C'est très bien que ces étudiants se mobilisent, car c'est un sujet important, mais je regrette la tournure très personnalisée que le débat a prise. Lorsqu'ils s'attaquent au SPMi ou au DIP, ils se trompent de cibles, ce ne sont pas mes services qui sont responsables des politiques migratoires en Suisse.

A leur majorité, ces jeunes seront précisément illégaux aux yeux de la loi. C'est la chute libre annoncée... A partir de 18 ans, l'Etat n'a effectivement plus d'obligation légale de les prendre en charge de la même

manière. On ne peut pas faire davantage pour les MNA devenus majeurs que pour les autres jeunes adultes du canton. Vu leur vulnérabilité, le grand risque pour ces jeunes, s'ils entrent dans la clandestinité, c'est de tomber dans des réseaux d'exploitation, de drogues ou de prostitution. C'est très inquiétant. D'où la nécessité de réfléchir avec chacun à un projet d'avenir concret.

Avez-vous peur d'un appel d'air si l'accueil proposé à Genève devient trop attractif? Je ne crois pas. Mettre en place une structure d'urgence pour accueillir des jeunes en déshérence est une réponse humaine à un problème humain. Genève n'est d'ailleurs souvent pas la destination finale de ces jeunes.

Savez-vous comment réagissent les autres cantons face aux MNA? Nous n'avons pas eu vent d'une problématique de même ampleur dans les autres cantons. Au-delà de la prise en charge cantonale, il serait toutefois souhaitable que la Confédération se saisisse de cette question migratoire qui dépasse largement nos frontières et relève aussi bien de la coopération internationale que de l'aide au développement. ■